

Déclaration UNSA FP au CSFPE du 21 juillet 2015

L'actualité dans la fonction publique de ce début d'été reste chargée.

Ainsi, l'UNSA-FP a bien reçu le protocole sur la négociation PPCR. Nous rappelons ici que l'UNSA-FP étudiera avec attention son contenu. Nous nous positionnerons le 22 septembre lors de notre congrès.

Mais l'actualité FP c'est aussi la réforme territoriale avec la loi dite Notr(e) enfin votée et l'organisation territoriale de l'État. C'est sur ce dernier point que nous voudrions nous arrêter lors de ce dernier CSFPE avant les vacances

Nous avons entendu les annonces répétées du Premier ministre comme celles que vous avez faites. Pas de mobilité contrainte mais des mobilités fonctionnelles.

Pour l'UNSA elles vont nécessiter formation et accompagnement. Aucun agent concerné ne doit en être écarté. Des textes précisant l'accompagnement RH sont attendus. Ils ne nous ont toujours pas été présentés.

L'UNSA émet, une nouvelle fois, le souhait d'être consultée ou au minimum informée sur leur contenu dans le cadre d'un dialogue social respectueux et de qualité que revendique le gouvernement. Dans ce cadre, nous insistons sur un traitement équitable et juste de tous les agents. 2 décrets prévoient le maintien des rémunérations pour les cadres supérieurs. Il ne serait pas admissible que des dispositions identiques ne soient pas mises en place pour l'ensemble des agents.

Malgré les engagements nationaux, les incertitudes et les interrogations demeurent car les annonces actuelles concernent prioritairement les mobilités fonctionnelles. Nous ne parlons pas des directeurs ni des emplois fonctionnels mais des agents qui n'entrent pas dans ce cadre et qui exercent actuellement des responsabilités dans les directions régionales. Ils bénéficient à ce titre de la PFR (prime de fonction et de résultat). Ils craignent que leur repositionnement impacte la part fonction de celle-ci.

Des agents de toutes catégories peuvent être concernés. Pour l'UNSA, c'est une question de principe : il s'agit de garantir les rémunérations de tous, c'est essentiel. Nous verrons tout à l'heure que pour la « NBI villes » des solutions ont pu être trouvées.

Enfin, l'UNSA constate que le dialogue social autour de la réorganisation territoriale de l'état est mené de manière inégale selon les territoires ou les ministères provoquant toujours des tensions inutiles. Les agents attendent d'être accompagnés et surtout rassurés.